

Acheteur public :  
Université Lumière Lyon 2  
18, quai Claude Bernard  
69365 Lyon cedex 07



**MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE**

**Consultation n°25038**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(CCAP)**

**Opération de maîtrise d'œuvre pour la démolition et le  
désamiantage du bâtiment L de l'Université Lumière Lyon 2**

## Table des matières

1.	Objet du marché et Dispositions générales .....	4
1.1.	Objet du marché.....	4
1.2.	Catégorie d'ouvrage et nature des travaux.....	4
1.3.	Procédure de passation du marché de maîtrise d'œuvre .....	4
1.4.	Forme du marché.....	4
1.5.	Décomposition du marché.....	4
1.6.	Durée du marché .....	5
1.7.	Contenu des éléments de mission du Maître d'Ouvrage .....	5
1.8.	Conduite de l'opération .....	6
1.9.	Contrôle Technique .....	6
1.10.	Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) .....	6
2.	Documents contractuels.....	6
2.1.	Les pièces particulières :.....	6
2.2.	Les pièces générales .....	7
3.	Le Maître d'Ouvrage.....	7
3.1.	Organisation de la maîtrise d'ouvrage .....	7
3.2.	Renseignements à fournir par le Maître d'Ouvrage .....	7
4.	La Maîtrise d'Ouvre .....	7
4.1.	Contractant Unique .....	7
4.2.	Cotraitants.....	7
a)	Groupement de maîtrise d'œuvre .....	8
b)	Le mandataire.....	8
c)	Défaillance du mandataire dans ses obligations de représentation.....	8
d)	Sous-traitants .....	8
4.3.	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	8
5.	COMMUNICATION ENTRE LE MOA ET LE MOE.....	9
5.1.	Informations réciproques des cocontractants .....	9
a)	Informations données par le MOA au MOE en cours d'exécution .....	9
b)	Informations données par le MOE au MOA en cours d'exécution .....	9
5.2.	Ordres de service délivrés par le Maître d'Ouvrage.....	9
a)	Forme de la notification .....	9
b)	Effets d'un ordre de service - Possibilité pour le Maître d'œuvre d'émettre des réserves .....	10
5.3.	Ordres de service délivrés par le Maître d'Ouvre.....	10
6.	Secret professionnel et Confidentialité .....	10
6.1.	Obligation de confidentialité .....	11
6.2.	Traitement des données à caractère personnel.....	11
7.	DÉLAIS INTERMÉDIAIRES : DOCUMENTS d'études, DÉCOMPTE .....	12
7.1.	Délai de transmission des documents établis par le MOE .....	12
7.2.	Délai de vérification des projets de décomptes des entrepreneurs .....	14
a)	Projets de décomptes mensuels des entrepreneurs .....	14
b)	Projets de décompte final des entrepreneurs.....	14
8.	remuneration du maître d'œuvre et règlement des compte .....	14
8.1.	Forfait de rémunération.....	14
a)	Caractère forfaitaire du marché .....	14
b)	Forfait provisoire de rémunération .....	15
c)	Passage au forfait définitif de rémunération .....	15
8.2.	Variation des prix.....	15
8.3.	Avances .....	16
8.4.	Acompte.....	17
a)	Acomptes en phase étude .....	17
b)	Acompte en phase travaux .....	17
c)	Etat périodique .....	17
8.5.	Demande de paiement.....	17
8.6.	Le solde .....	18
a)	Décompte final.....	18
b)	Décompte général .....	19

c) Décompte général Définitif (DGD) .....	19
8.7. Délai de paiement .....	20
8.8. Nantissement – Cessions de créances .....	20
9. MODIFICATION DU MARCHÉ EN COURS D'EXÉCUTION – Clause de reexamen .....	20
9.1. Principe des modifications apportées au marché .....	20
9.2. Définition des prestations supplémentaires ou modificatives .....	20
9.3. Modification des catégories A et B.....	21
9.4. Modification de catégorie C .....	21
10. Engagement du Maître d'œuvre SUR LE COÛT DE L'opération .....	21
10.1. Coût prévisionnel des travaux.....	21
10.2. Coût de référence des travaux.....	22
10.3. Coût de réalisation des travaux.....	22
11. Pénalités de retard applicables à la maîtrise d'œuvre .....	23
11.1. Pénalités.....	23
11.2. Pénalité en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation.....	23
11.3. Pénalité pour sous-estimation ou pour surestimation du coût prévisionnel des travaux 24	
11.4. Pénalités pour non-respect du coût des travaux .....	24
11.5. Pénalités pour manquement à la réglementation relative au travail dissimulé.....	24
11.6. Pénalité pour tout autre manquement aux clauses du contrat.....	24
Pour chaque violation contractuelle non susmentionnée, une pénalité forfaitaire - s'appliquant par manquement constaté - d'un montant minimum de 100 euros pourra être appliquée en fonction du manquement. ....	24
11.7. Recouvrement des pénalités et exonération .....	24
12. Clause de revalorisation des déchets .....	25
12.1. Objet.....	25
12.2. Définition du niveau minimal de revalorisation .....	25
12.3. Suivi et contrôle .....	25
12.4. Bilan en fin d'opération .....	25
12.5. Engagement environnemental .....	25
13. Assurances .....	25
14. Propriété Intellectuelle.....	26
15. Interruption – suspension des prestations .....	26
16. Différends et résiliation.....	26
16.1. Règlement amiable des différends.....	26
a) Conciliation par un tiers .....	26
b) Saisine du comité consultatif de règlement amiable.....	26
16.2. Résiliation du marché .....	26
a) Résiliation pour événements extérieurs au marché.....	26
b) Résiliation pour force majeure .....	27
c) Résiliation pour événements liés au marché.....	27
d) Résiliation anticipée pour motif d'intérêt général.....	27
e) Résiliation pour faute du titulaire.....	27
16.3. Décompte de résiliation .....	28
16.4. Exécution aux frais et risques du titulaire .....	28
17. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger .....	28
18. PROTECTION DE LA MAIN D'œuvre ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	28
18.1. Respect de la réglementation .....	28
18.2. Obligations sociales et lutte contre le travail dissimulé.....	28
18.3. Emploi de salariés étrangers .....	28
18.4. Travailleurs détachés.....	29
19. Litige et contentieux .....	29
20. Dérogations au CCAG MOE.....	30

## **PRÉAMBULE**

Le marché est conclu entre :

- **L'Université**, représentée par Madame la Présidente, et désignée dans ce marché, suivant

les cas, par les termes « l'Université » ou « la personne publique » ou « le Maître d'Ouvrage » ou « MOA » ou « le pouvoir adjudicateur ».

- et le titulaire du marché désigné à l'article 2 de l'acte d'engagement, et dénommé dans ce marché, suivant les cas, par les termes « Maître d'œuvre » ou « MOE » ou « titulaire ».

## 1. OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

---

### 1.1. Objet du marché

Le marché a pour objet une mission de maîtrise d'œuvre relative à la démolition du bâtiment L situé sur le Campus Porte des Alpes.

La mission du Maître d'œuvre (MOE) doit permettre d'apporter une réponse technique, économique et environnementale au projet.

La mission du Maître d'œuvre (MOE) est précisée dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 1.2. Catégorie d'ouvrage et nature des travaux

Il n'y a pas d'ouvrages à réaliser, mais l'opération concerne un bâtiment.

La nature des travaux porte sur la démolition et le désamiantage du bâtiment L.

### 1.3. Procédure de passation du marché de maîtrise d'œuvre

Le présent marché est passé selon la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L.2120-1, L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 et R.2161-1 et suivants du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2172-2 du Code de la Commande Publique (CCP), le présent marché de maîtrise d'œuvre n'a pas été précédé d'un concours **au motif suivant** :

Aucune mission de conception n'est confiée au titulaire.

### 1.4. Forme du marché

Les prestations font l'objet d'un marché de maîtrise d'œuvre conclu à prix forfaitaire et provisoire conformément aux dispositions du présent CCAP.

### 1.5. Décomposition du marché

Le marché est décomposé en deux lots séparés (juridiquement distincts) :

- Lot n°1 : mission de base de maîtrise d'œuvre dans le cadre de l'opération de démolition et de désamiantage ;
- Lot n°2 : mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC), **dont la procédure de passation sera engagée à une date ultérieure.**

Les présents documents contractuels portent sur le lot n°1.

Le marché est décomposé en tranches.

Tranche 1 :

- Diagnostics (DIAG)

- Études d'avant-projet (AVP)

Tranche 2 :

- Études de projet (PRO)
- Assistance à la passation des marchés publics de travaux (ACT)
- Visa (VISA). **NOTA** : les EXE sont à la charge des entreprises.
- Direction de l'exécution des marchés publics de travaux (DET)
- Assistance aux opérations de réception (AOR)

L'opération est financée majoritairement par un CPER : Contrat Plan Etat Région.

La tranche 2 sera déclenchée en fonction du montant de l'estimation des travaux qui sera fourni en tranche 1.

**La tranche 2 sera déclenchée en fonction du montant de l'estimation des travaux réalisée lors de la tranche 1.**

**Étant donné que l'opération bénéficie d'un financement au titre du CPER, le lancement des travaux reste conditionné à la capacité de cette aide à couvrir, en totalité, l'estimation faite par la maîtrise d'œuvre.**

Etant donné que les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, l'Université peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

**La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.**

## 1.6. [Durée du marché](#)

Le marché est conclu à compter de sa date de notification jusqu'à la date de fin de garantie de parfait achèvement des marchés de travaux ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ou formulées pendant le délai de garantie ne sont pas toutes levées à la fin de la cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

Le délai d'exécution prévisionnel de la mission de maîtrise d'œuvre est d'environ 24 mois à compter de la notification du marché de maîtrise d'œuvre auquel il est ajouté 12 mois de garantie de parfait achèvement.

Le délai prévisionnel de réalisation des études et travaux est précisé dans le planning prévisionnel.

## 1.7. [Contenu des éléments de mission du Maître d'Oeuvre](#)

La mission confiée sera une mission de base de maîtrise d'œuvre dans le cadre d'une démolition.

Le contenu de la mission de base est détaillé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Cette mission de base comprend les éléments de mission suivants :

- Diagnostics (DIAG)
- Études d'avant-projet (AVP)
- Études de projet (PRO)
- Assistance à la passation des marchés publics de travaux (ACT)
- Visa (VISA)
- Direction de l'exécution des marchés publics de travaux (DET)

- Assistance aux opérations de réception (AOR)

### 1.8. Conduite de l'opération

Le conducteur d'opération est le Service Grands Projets de l'Université Lumière Lyon 2, qui assure une mission d'assistance générale à caractère administratif, financier et technique.

### 1.9. Contrôle Technique

Le Maître d'Ouvrage ne sera pas assisté d'un contrôleur technique pour l'exécution du projet.

### 1.10. Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)

Le Maître d'Ouvrage aura recours à un CSPS et en informera le Maître d'œuvre, en lui précisant ses missions.

Le CSPS a une mission de coordination sécurité et protection de la santé de catégorie 2, de contrôle des plans d'intervention établis par les entreprises en concertation avec la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre relatifs aux interactions chantier / utilisateurs et suivi du respect de leurs dispositions.

Conformément à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le Maître d'œuvre doit travailler en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage. Le Maître d'œuvre doit fournir au coordonnateur toutes les informations ou documents nécessaires à l'exercice de la mission de celui-ci et tenir compte des avis de celui-ci.

Tout différend entre le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au Maître d'Ouvrage.

## 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

---

Par dérogation à l'article 4.1 du **CCAG MOE**, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante (pour les pièces particulières) :

### 2.1. Les pièces particulières :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes le cas échéant :
  - La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) précisant la répartition des honoraires par élément de mission et par co-traitant, établi par le titulaire,
  - Les autres annexes (déclaration de co-traitance, déclaration de sous-traitance, avenants, mises au point, autres actes modificatifs)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales en Maîtrise d'œuvre (CCAG – MOE),
- Les questions/ réponses aux demandes de précisions sur la teneur du dossier de consultation des entreprises, le cas échéant ;
- Le cadre de réponse technique et environnemental du titulaire et ses annexes, le cas échéant, y compris le planning prévisionnel proposé par le titulaire ;

- Les pièces écrites et graphiques remises par le titulaire, en cours d'exécution du marché ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification.

Les exemplaires originaux de ces pièces, détenus par le pouvoir adjudicateur, font seuls foi.

## 2.2. Les pièces générales

- Le Code de la Commande Publique (CCP),
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE), pris par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre sous réserve des dérogations expressément prévues au présent CCAP,
- L'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé et notamment son annexe II.

Le titulaire est réputé avoir accès aux pièces générales. Il ne peut se prévaloir de leur méconnaissance contre l'Université.

La notification du marché comprend une copie délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et, le cas échéant, des annexes à l'acte d'engagement ainsi que de tous documents nouveaux ou modifiés par rapport au dossier de consultation. L'exemplaire original des pièces particulières, conservé dans les archives de l'acheteur, fait seul foi. Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG MOE, la notification ne comporte pas les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur remet également au titulaire, à sa demande et sans frais, le certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique du marché nécessaire à la cession du marché.

## 3. LE MAITRE D'OUVRAGE

---

### 3.1. Organisation de la maîtrise d'ouvrage

Personne habilitée à signer le marché : Madame la Présidente de l'Université.

### 3.2. Renseignements à fournir par le Maître d'Ouvrage

Le maître d'ouvrage donne au maître d'œuvre tous les moyens d'accès au site ou aux ouvrages existants.

## 4. LA MAITRISE D'OEUVRE

---

### 4.1. Contractant Unique

Le contractant unique est une personne physique ou morale qui est désignée à l'article B de l'acte d'engagement.

### 4.2. Cotraitants

**a) Groupement de maîtrise d'œuvre**

Le groupement peut être solidaire ou conjoint. Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute. Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

La nature du groupement est précisée à l'article B de l'acte d'engagement.

**Le groupement doit regrouper les compétences nécessaires et obligatoirement les compétences amiante, réseaux (eau, CFO, CFA, Chauffage), OPC et économie.**

**b) Le mandataire**

L'un des co-traitant, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du Maître d'Ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est solidaire.

**c) Défaillance du mandataire dans ses obligations de représentation**

L'article 3.5.4 du CCAG MOE est applicable.

**d) Sous-traitants**

Le maître d'œuvre peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le maître d'ouvrage.

L'agrément du sous-traitant pour le maître d'ouvrage ne peut être tacite.

En aucun cas il ne peut sous-traiter la totalité des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché.

Le titulaire est informé que le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur, entraîne l'application des mesures coercitives prévues par le CCAG et les textes en vigueur.

Le titulaire assurera le suivi et la direction des prestations confiées au(x) sous-traitant(s). Il contrôlera en permanence la qualité des prestations réalisées par le(s) sous-traitant(s) et réalisera l'ensemble des contrôles nécessaires.

Le sous-traitant sera informé de l'ensemble des dispositions du présent dossier. Les obligations du titulaire en termes de modalité d'exécution et de respect des pièces écrites (CCTP, CCAP, ....) du présent marché, s'appliquent en totalité au(x) sous-traitant(s) accepté(s) par le pouvoir adjudicateur. Pour cela, le titulaire fournira l'ensemble des pièces écrites au(x) sous-traitant(s).

Le titulaire assumera vis-à-vis du pouvoir adjudicateur la responsabilité pleine et entière de l'éventuelle méconnaissance par le sous-traitant de ces obligations, mais également des éventuelles malfaçons constatées.

**4.3. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Conformément à l'article 6 du **CCAG MOE**, le Maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection et de conditions de travail des salariés.



## 5. COMMUNICATION ENTRE LE MOA ET LE MOE

---

### 5.1. Informations réciproques des cocontractants

**Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG MOE, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.**

Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

**En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.**

**Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG MOE, est considérée comme date de notification la date d'envoi et non la date de réception.**

#### **a) Informations données par le MOA au MOE en cours d'exécution**

Le Maître d'Ouvrage communique au Maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au Maître d'œuvre pour l'exécution de son marché. Il s'agit notamment :

- de toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire (par exemple, le Maître d'Ouvrage devra communiquer une copie de toutes les pièces annexées au permis de démolir et plan de retrait) ;
- de toute observation ou de tout document adressé directement au Maître d'Ouvrage par les autres intervenants.

Si, au cours de l'exécution du présent marché, le Maître d'œuvre constate que certains documents fournis par le Maître d'Ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il en informe le Maître d'Ouvrage.

Les relevés ou sondages complémentaires, non prévus dans le CCTP, mais jugés nécessaires sont confiés, selon les cas, soit au titulaire du marché, soit à un prestataire extérieur. Cette tâche fait l'objet d'une rémunération supplémentaire par avenant, seulement dans le cas où le titulaire la réalise directement.

#### **b) Informations données par le MOE au MOA en cours d'exécution**

Le Maître d'œuvre communique au Maître d'Ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au Maître d'Ouvrage.

### 5.2. Ordres de service délivrés par le Maître d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage contrôle et dirige le marché de maîtrise d'œuvre par l'émission d'ordres de service.

#### **a) Forme de la notification**

L'ordre de service est notifié au Maître d'œuvre contre récépissé, ou adressé par courrier ou par mail (sous réserve que le MOE en accuse réception).

Le titulaire renvoie une copie de l'OS au Maître d'Ouvrage qu'il a préalablement signé, daté et tamponné pour en accuser réception.

**b) Effets d'un ordre de service - Possibilité pour le Maître d'œuvre d'émettre des réserves**

Le MOE est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le Maître d'Ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserve de sa part, sauf dans les cas où les prescriptions du Maître d'Ouvrage seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes ; de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG MOE, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier au service gestionnaire, dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la notification de l'ordre de service.

**5.3. Ordres de service délivrés par le Maître d'Oeuvre**

Le Maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au Maître d'Ouvrage, y compris les ordres de service de démarrage des périodes de préparation et chantier

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le Maître d'Œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées au CCAG Travaux (arrêté du 30 mars 2021).

Toutefois, dans les cas suivants :

- modification du CCTP entraînant une modification de projet ;
- notification de la date de commencement des travaux ;
- passage à l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus ;
- interruption ou ajournement des travaux ;
- modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage ;
- et d'une manière générale pour toute décision modifiant les dispositions des marchés de travaux ;

le Maître d'œuvre ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir faits contresigner par le Maître d'Ouvrage ou avoir obtenu une décision écrite préalable de sa part (cet accord peut se matérialiser par messagerie électronique).

**6. SECRET PROFESSIONNEL ET CONFIDENTIALITE**

---

Les dispositions de l'article 5 du CCAG MOE s'appliquent. Le titulaire, son représentant et les exécutants de la prestation s'engagent à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation.

Les supports et informations fournis par le pouvoir adjudicateur et tous documents de quelque nature qu'ils soient, résultant de leur traitement par le titulaire, restent la propriété du pouvoir adjudicateur.

Les informations et les données contenues dans ces supports et documents ainsi que les résultats du marché sont couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal) ou par le secret des affaires.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

#### 6.1. Obligation de confidentialité

Les dispositions ci-dessous complètent les dispositions de l'article 5.1 du CCAG MOE.

Le titulaire, ses co-traitants et ses sous-traitants doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour répondre à cette obligation de confidentialité. Le titulaire est garant, vis-à-vis de l'Université, du respect par le sous-traitant de ses engagements.

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation.

Il est rappelé que les supports, informations, documents fournis par l'Université de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le titulaire restent la propriété de l'Université.

Les informations et les données contenues dans ces supports ainsi que les résultats du marché sont couverts par le secret des affaires.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, co-traitant ou sous-traitant, c'est-à-dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du marché,
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au marché,
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, sauf dans les cas où la loi l'imposerait,
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché,
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du marché.

#### 6.2. Traitement des données à caractère personnel

Les dispositions ci-dessous complètent les dispositions de l'article 5.2.

Depuis le 25 mai 2018, les acheteurs publics et leurs contrats sont soumis aux nouvelles règles de traitement des données à caractère personnel prévues par le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données).

#### **Tableau de correspondance – terminologie du RGPD :**

<b>RGPD</b>	<b>Vocabulaire commande publique</b>
Le responsable du traitement (article 4.7 du RGPD)	L'acheteur public
Le sous-traitant (article 4.8 du RGPD)	Le titulaire
Le sous-traitant du sous-traitant (article 28.2 du RGPD)	Le sous-traitant du titulaire

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'Université et le titulaire s'engagent à prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de se conformer aux exigences des textes en vigueur relatifs au traitement de données à caractère personnel.

Si le titulaire est amené à avoir accès à certaines données à caractère personnel dans le cadre du présent marché, il s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne faire aucune copie des documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel qui lui sont confiées, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du présent marché ;
- Ne pas utiliser les documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne pas divulguer les informations à caractère personnel à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du présent marché ;
- Prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques relatifs aux informations à caractère personnel en cours d'exécution des présentes ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des informations à caractère personnel traitées pendant la durée du présent marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire, dès notification de l'ordre de service correspondant, sans qu'il soit signé un avenant au marché sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer l'Université lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour le marché.

## **7. DÉLAIS INTERMÉDIAIRES : DOCUMENTS D'ETUDES, DÉCOMPTE**

### **7.1. Délai de transmission des documents établis par le MOE**

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG-MOE le Maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le Maître d'Ouvrage de la date à laquelle les études lui seront présentées.

Dès achèvement des prestations et au plus tard à l'issue du délai contractuel, le Maître d'œuvre transmet les documents d'études correspondants par tout moyen donnant date certaine.

Le Maître d'Ouvrage accuse réception de la remise des documents

Sur la base du document provisoire, le Maître d'Ouvrage formulera ses remarques et ses éventuelles réserves et les transmettra au Maître d'œuvre qui les intégrera à son dossier définitif qui devra être remis dans un délai n'excédant pas deux (2) semaines à compter de la date de réception des remarques du Maître d'Ouvrage.

L'approbation des documents par le Maître d'Ouvrage ne peut pas être tacite.

Les délais sont les suivants :

Éléments de mission	Point de départ du délai	Délai attendu	Délai de validation de la mission par MOA	Nombre d'exemplaires et support
Diagnostics	Notification du marché vaut OS de démarrage (par dérogation à l'article 15.1.1 du CCAG MOE)	6 semaines	2 semaines	1 exemplaire papier et support informatique (clé USB).
Études d'Avant Projet	Validation du DIAG ou notification de l'OS correspondant	4 semaines	2 semaines	
Etudes de Projet	Validation de l'AVP ou à la notification de l'OS correspondant	6 semaines	2 semaines	
ACT Dossier de consultation des entreprises	Validation du PRO ou à la notification de l'OS correspondant	4 semaines	2 semaines	
Visa des plans d'exécution	Date de notification des marchés publics de travaux	1 semaine à réception des documents	Sans objet	
Assistance aux opérations de réceptions (AOR)	Date de convocation des entreprises aux opérations préalables à la réception ou notification de l'OS correspondant	1 semaine	1 semaine	
Dossier des ouvrages exécutés	Date de réception des travaux	4 semaines	2 semaines	

**Nota en cas de désignation par le Maître d'Ouvrage d'un Coordonnateur SPS:**

- le Maître d'œuvre doit dans ce cas transmettre au coordonnateur SPS un exemplaire papier et un exemplaire électronique de tous les documents leur permettant d'établir leurs rapports,
- Les rendus de la maîtrise d'œuvre au terme des études d'Avant-Projet et de projet seront considérés comme définitifs par le Maître d'Ouvrage dès lors que l'avis du CSPS aura été

formulé dans le cadre de sa mission. Le Maître d'œuvre est informé que le coordonnateur SPS bénéficie d'un délai de 2 semaines pour établir son rapport. La maîtrise d'œuvre intègre cette contrainte calendaire dans ses délais de réalisation.

## 7.2. Délai de vérification des projets de décomptes des entrepreneurs

### ***a) Projets de décomptes mensuels des entrepreneurs***

Conformément à l'article 12 du CCAG Travaux, le Maître d'œuvre doit procéder, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur.

Le projet de décompte mensuel est accepté ou rectifié par le Maître d'œuvre.

Le Maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG Travaux, le montant de l'acompte à régler à l'entrepreneur.

Le délai imparti au Maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs et à leur transmission au Maître d'Ouvrage est fixé à **7 jours** calendaires à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

L'état d'acompte correspondant est notifié à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

### ***b) Projets de décompte final des entrepreneurs***

A l'issue des travaux, le Maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3.1 du CCAG Travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci le Maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4.1 du CCAG Travaux, le décompte général.

Le délai imparti au Maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs, à l'établissement du décompte général et à sa transmission au Maître d'Ouvrage est fixé à **14 jours** calendaires à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

## 8. REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE ET REGLEMENT DES COMPTE

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la facturation.

### 8.1. Forfait de rémunération

#### ***a) Caractère forfaitaire du marché***

La rémunération du marché est forfaitaire et couvre l'intégralité des prestations nécessaires à l'exécution et à la bonne réalisation de la mission, dans les circonstances de temps, de lieu et de complexité de l'opération que le titulaire est réputé connaître.

Conformément à l'article R.2432-6 du Code de la Commande Publique, la rémunération forfaitaire du MOE tient compte notamment des éléments suivants :

- L'étendue de la mission, appréciée notamment au regard du nombre et du volume des prestations demandées, de l'ampleur des moyens à mettre en œuvre, de l'éventuel allotissement des marchés publics de travaux, des délais impartis et, lorsqu'ils sont souscrits, des engagements pris par le Maître d'œuvre de respecter le coût prévisionnel des travaux ;

- Le degré de complexité de cette mission ;
- Le coût prévisionnel des travaux.

**b) Forfait provisoire de rémunération**

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est un marché forfaitaire conclu à prix provisoire pour les missions de base mentionnées à l'article 1.7 du présent CCAP.

Conformément à l'article R.2432-7 du CCP, le coût prévisionnel des travaux n'étant pas encore connu au moment de la passation du marché public de maîtrise d'œuvre, le montant provisoire de la rémunération du MOE est basé sur la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le Maître d'Ouvrage.

Le forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du Maître d'œuvre :

- contenu de la mission fixée par le CCTP et les assurances à souscrire ;
- partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le Maître d'Ouvrage ;
- éléments de complexité liés aux contraintes du projet ;
- délais des études du Maître d'œuvre et délai de leur approbation par le Maître d'Ouvrage ;
- mode de dévolution des marchés de travaux ;
- durée prévisionnelle d'exécution des travaux et leur éventuel phasage ;
- découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation ;
- continuité du déroulement de l'opération ;
- les éléments visés à l'article 7.1 a) du présent CCAP.

**c) Passage au forfait définitif de rémunération**

La rémunération provisoire devient définitive suite à l'acceptation par le Maître d'Ouvrage de l'avant-projet et à l'engagement du Maître d'œuvre sur l'estimation du coût prévisionnel des travaux.

Il est entendu par coût prévisionnel des travaux l'ensemble des dépenses nécessaires à l'obtention d'un ouvrage fonctionnel conforme aux besoins, aux attentes et contraintes définies dans le CCTP.

L'incidence éventuelle, sur les prestations de maîtrise d'œuvre, de l'évolution des éléments portés à la connaissance du Maître d'œuvre qui ont servi à établir le forfait provisoire de rémunération, est prise en compte dans l'établissement du forfait définitif de rémunération.

Si le coût prévisionnel proposé par le Maître d'œuvre est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le Maître d'Ouvrage, ce dernier peut refuser de réceptionner les prestations et demander au Maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière.

**Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant négocié entre les parties.**

La fixation de la rémunération définitive ne fait pas obstacle à l'application des dispositions relatives aux avenants négociés avec le Maître d'Ouvrage.

## 8.2. Variation des prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0, mois de remise des plis.

Le prix du marché est révisable. La révision est effectuée **par application au montant HT des éléments de mission** d'un coefficient C de révision, donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \ln / I_0$$

dans laquelle :

-  $I_0$  : valeur de l'indice ingénierie respectivement au mois  $m_0$  (mois de remise des plis de l'offre initiale par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG MOE). Identifiant de l'indice : Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 Identifiant 001711010

-  $I_n$  : dernière valeur connue de l'indice ingénierie du mois de référence indiqué ci-dessous :

Éléments de mission	Mois de référence
DIAG	Mois de validation du DIAG
AVP	Mois de validation de l'AVP
PRO	Mois de validation du PRO
ACT	Mois de notification des marchés publics de travaux
VISA	Mois de validation de l'élément de mission correspondant
DET	Mois au cours duquel l'acompte est facturable
AOR	Mois de réception travaux

Il n'y a pas de révision provisoire.

Les indices sont disponibles sur le site de l'INSEE : [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

En cas de disparition d'un indice en cours d'exécution du marché, il sera remplacé par l'indice qui sera proposé par l'INSEE ou par défaut par l'indice le plus proche dans sa composition. **Dans la dernière hypothèse un avenant sera établi pour formaliser le changement d'indice.**

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le titulaire du marché est tenu de faire parvenir au service référent par mail sa demande de paiement en précisant :

- Le numéro du marché ;
- L'indice utilisé et sa valeur ;
- Le calcul de révision ;
- Le prix initial et le prix révisé ;
- Le pourcentage de variation.

Par dérogation à l'article 10.1.1. du CCAG MOE, les calculs finaux sont effectués avec au maximum deux décimales :

- si la 3ème décimale est comprise entre 0 et 4 : arrondi par défaut ;
- si la 3ème décimale est comprise entre 5 et 9 : arrondi par excès.

### 8.3. [Avances](#)

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG MOE.

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le titulaire du marché peut renoncer au versement de l'avance dans l'Acte d'engagement.

**Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée**, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.



Lorsqu'en application du code de la commande publique, le maître d'œuvre ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

En contrepartie du versement de cette avance, le Maître d'Ouvrage exige la constitution d'une garantie à première demande couvrant la totalité du montant de l'avance.

**Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.**

#### 8.4. [Acompte](#)

##### **a) Acomptes en phase étude**

Les acomptes sont demandés conformément au tableau ci-dessous :

Éléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Diagnostics	100 % à la validation des diagnostics
Études d'avant-projet	100 % à la validation de l'Avant-Projet
Études de projet	100% à la validation de l'élément de mission
Assistance pour la passation des contrats de travaux	100% à l'issue de la notification des marchés de travaux
Assistance aux opérations de réception	95 % à l'issue des opérations préalables à la réception et à la levée des réserves 5% à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

##### **b) Acompte en phase travaux**

**Le règlement sera fractionné en autant d'acomptes mensuels que le calendrier général compte de mois entiers ou partiels, sur les bases suivantes :**

DET + VISA	Pendant la durée des travaux le cumul des acomptes est plafonné à 85%
	15% à la remise de tous les décomptes généraux des marchés de travaux

##### **c) Etat périodique**

L'état périodique est établi par le Maître d'œuvre et indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de la mission.

Il sert de base à l'établissement, par le Maître d'œuvre, du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

#### 8.5. [Demande de paiement](#)

Les remises des demandes de paiement interviennent conformément à l'échéancier prévu pour le versement des acomptes conformément à l'article 8.4 ci-dessus.

**Le Maître d'œuvre doit envoyer au Maître d'Ouvrage son projet de décompte et sa demande d'acompte (demande de paiement) par voie dématérialisée sur le portail CHORUS PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr/>**

Le portail Chorus Pro permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi. Le portail est mis gratuitement à la disposition du titulaire. Ainsi Chorus pro **gère les factures, les avoirs, les demandes de paiement des sous-traitants admis au paiement direct.**

**Le numéro de SIRET qui identifiera l'Université en tant que destinataire de la facture est : 196 917 751 00014**

**En plus du numéro SIRET, les factures reprennent le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande (45 + 8 chiffres) transmis pour acter votre prestation et le code service : 90007 (Direction de l'immobilier).**

**Les factures peuvent être corrigées par l'Université pour tenir compte des pénalités.**

**Les factures devront être lisibles, claires.**

Outre les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique, elles comportent :

- les noms, n° Siret et adresse du titulaire ;
- la référence du marché ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal conforme au RIB joint à l'acte d'engagement ;
- le montant des prestations reçues, ou en cas d'acomptes, montant des prestations effectuées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections éventuelles, ainsi que le montant TTC ;
- les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable ;
- la décomposition du forfait de rémunération par élément de mission ;
- le cas échéant le montant des prestations effectuées par chaque opérateur économique du groupement ;
- l'incidence de la variation des prix ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- pour la demande de paiement pour solde : un récapitulatif mentionnant les éventuels acomptes perçus ainsi que la somme à percevoir.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître :

- les réfections imposées. Notamment, en cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises,
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le Maître d'œuvre des documents d'études et calculées conformément à l'article 11.1 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.

## **8.6. Le solde**

### **a) Décompte final**

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le Maître d'œuvre adresse au Maître d'Ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.  
Les articles 11.7.2 et 11.7.3 du CCAG MOE sont applicables.

Le Maître d'Ouvrage peut rectifier la demande de paiement du solde.

En cas d'absence de transmission par le MOE de la demande de paiement pour solde, et après mise en demeure restée sans effet, le Maître d'Ouvrage établit d'office un décompte final du marché.

#### ***b) Décompte général***

Le Maître d'Ouvrage établit le décompte général dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage du décompte final transmis par le maître d'œuvre.

Le Maître d'Ouvrage établit le Décompte général, définissant la rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission.

Le décompte général comprend :

- 1) le décompte final ci-dessus ;
- 2) la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le Maître d'Ouvrage ;
- 3) le montant en prix de base, hors TVA, du solde. Ce montant est la différence entre le décompte final et le dernier décompte périodique ;
- 4) l'incidence de la TVA ;
- 5) l'incidence de la variation des prix appliquée sur le montant du solde ;
- 6) l'état du solde à verser au Maître d'œuvre (montant du solde + TVA + incidence de la révision) ;
- 7) la récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général ;
- 8) le montant des intérêts moratoires éventuellement versés.

Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.  
Lorsque la valeur finale des indices ou index de référence n'est pas connue au moment de l'établissement du décompte général, ce dernier est établi en prenant en compte la dernière valeur de référence connue.

#### ***c) Décompte général Définitif (DGD)***

Dans un délai de 30 jours calendaires courant à compter de la date à laquelle le décompte général lui a été notifié, le maître d'œuvre renvoie au Maître d'Ouvrage ce document revêtu de sa signature, avec ou sans réserve ou fait connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer.

Si la signature du décompte est donnée sans réserve par le titulaire, il devient **le décompte général et définitif** du marché et ouvre droit au paiement pour solde. Il lie définitivement les parties. La date de sa notification au maître d'ouvrage constitue le point de départ du délai de paiement.

Dans les hypothèses suivantes,

- Le titulaire n'a pas renvoyé le décompte au Maître d'Ouvrage dans le délai susvisé ;
- Le titulaire a renvoyé le décompte dans le délai, mais n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations ;

ce décompte est réputé accepté par lui. Il devient le décompte général et définitif du marché ouvrant droit au paiement pour solde. Il lie définitivement les parties.

Dans le cas, où dans le délai susvisé, le titulaire émet des réserves motivées sur le montant des sommes dues, le Maître d'Ouvrage règle le montant des sommes qu'il a admises dans le décompte général. Après résolution du désaccord, il procède le cas échéant, au paiement d'un complément majoré, s'il y a lieu des intérêts moratoires, courant à compter de la date de remise de la réclamation du titulaire.

### 8.7. Délai de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées par virement dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

### 8.8. Nantissement – Cessions de créances

Il peut être remis à la demande du Maître d'œuvre l'exemplaire unique du marché ou un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

## 9. MODIFICATION DU MARCHÉ EN COURS D'EXÉCUTION – CLAUSE DE REEXAMEN

### 9.1. Principe des modifications apportées au marché

Des modifications au marché pourront être apportées en cours d'exécution en application des articles L.2194-1 à 2 et R.2194-1 à 10 du Code de la Commande de la Publique.

Les dispositions de l'article 26 du CCAG MOE sont applicables.

### 9.2. Définition des prestations supplémentaires ou modificatives

Des modifications peuvent être apportées au marché en cours d'exécution pour tenir compte notamment :

- des conséquences sur le marché de maîtrise d'œuvre, de l'évolution du projet et de l'enveloppe financière prévisionnelle ;
- des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de projet ou de prestations décidées par le Maître d'Ouvrage ;
- des aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre (notamment ceux issus ou nécessitant des investigations complémentaires) ;
- des modifications des délais de réalisation des travaux ;
- du suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

Lors des études et des travaux, ces modifications seront classées dans l'une des trois catégories ci-dessous :

- **A** - modifications dans la consistance du projet qui s'imposent au Maître d'Ouvrage (aléas résultant de la nature du sol, exigences d'administrations locales, modifications de réglementation etc) ;
- **B** - modifications dans la consistance du projet résultant de modifications des dispositions techniques demandées par le Maître d'Ouvrage ;
- **C** - modifications dans la consistance du projet apportées par le Maître d'œuvre en cours d'exécution par suite d'imprévisions ou d'imprécisions dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

### 9.3. Modification des catégories A et B

Lorsqu'elles interviennent en phase études, ces modifications seront estimées par le MOE aux conditions économiques du mois m0 du présent marché de maîtrise d'œuvre.

Lorsqu'elles interviennent en phase travaux, ces modifications seront chiffrées par les entreprises et/ou le MOE (en fonction de la modification) et leur coût ramené aux conditions économiques en vigueur au mois m0 en le multipliant par le rapport de l'index de référence du mois m0 d'établissement du présent marché d'ingénierie sur l'index du mois m0 d'établissement du marché de travaux.

L'incidence financière de ces modifications de catégories A et B sera prise en compte :

- dans l'estimation prévisionnelle provisoire des travaux lorsqu'elles interviennent lors des études. La modification de la rémunération forfaitaire intervient dans le cadre de l'avenant de passage au forfait définitif de rémunération du MOE, lorsque sa rémunération est encore provisoire ;
- dans le coût des travaux résultant des marchés de travaux lorsqu'elles interviennent lors des travaux. La modification de la rémunération intervient dans le cadre d'actes modificatifs en application des articles R.2122-7, L.2194-1 à 2 et R.2194-1 à 10 du CCP.

Ces modifications pourront être discutées entre l'Université et le titulaire.

### 9.4. Modification de catégorie C

L'incidence financière des modifications de catégorie C ne pourra en aucun cas (y compris lorsque les travaux seront exécutés avec l'accord du Maître d'Ouvrage) donner droit, par le Maître d'œuvre, à une demande de modification de son forfait de rémunération.

## 10. ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE SUR LE COÛT DE L'OPERATION

### 10.1. Coût prévisionnel des travaux

La rémunération provisoire devient définitive suite à l'acceptation par le Maître d'Ouvrage de l'avant-projet et à l'engagement du Maître d'œuvre sur l'estimation du coût prévisionnel des travaux.

La rémunération définitive du Maître d'œuvre et l'estimation du coût prévisionnel des travaux sont fixées par l'établissement d'un avenant.

Le coût prévisionnel des travaux est arrêté par ordre de service du Maître d'Ouvrage suite à la proposition du Maître d'œuvre au terme de l'AVP.

Le titulaire du marché est contractuellement engagé au respect du **coût prévisionnel des travaux**.

**Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de :**

**- pour les opérations de désamiantage et de démolition : 15%**

**Le seuil de tolérance** est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance défini ci-dessus.

L'avancement des études permet au Maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation

des marchés de travaux, le Maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le Maître d'Ouvrage le lui demande.

## 10.2. Coût de référence des travaux

Lorsque le Maître d'Ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence des entreprises, le Maître d'œuvre établit le **coût de référence des travaux tel qu'il résulte de la consultation**.

La prise en compte des variations économiques, entre le mois d'établissement du coût prévisionnel des travaux et le mois m0 Travaux se fera moyennant le rapport des index retenus.

### **Le respect de l'engagement du Maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.**

Lorsque le coût de référence des travaux dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 10.1 du présent CCAP, le Maître d'Ouvrage peut :

- soit accepter le nouveau coût des travaux, **dans ce cas, la rémunération définitive du maître d'œuvre subit une pénalité mentionnée à l'article 11.3 du présent CCAP ;**
- soit déclarer la procédure infructueuse ;
- soit demander à la maîtrise d'œuvre, selon les dispositions de l'article R.2432-3 Code de la Commande Publique, une reprise partielle des études, sans rémunération complémentaire, pour tous les lots ou pour seulement certains d'entre eux, qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du CCTP, permettrait de réduire le coût. Le Maître d'œuvre prendra également en compte les éventuelles incidences des modifications d'un lot sur les autres lots. La reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire. Cela peut aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance. Le Maître d'œuvre fait des propositions en ce sens au Maître d'Ouvrage dans un délai de 21 jours calendaires à compter de la demande du Maître d'Ouvrage. Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation du Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au Maître d'Ouvrage de lancer une nouvelle procédure de consultation des entreprises.

**En cas de surestimation du coût prévisionnel des travaux, une pénalité s'applique selon les conditions de l'article 11.3 du présent CCAP.**

## 10.3. Coût de réalisation des travaux

Le titulaire est contractuellement engagé au respect du coût résultant des marchés de travaux conclus par le Maître d'Ouvrage. Le Maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du projet.

**Ce coût de réalisation des travaux** est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux. Le coût de réalisation des travaux est notifié par le Maître d'Ouvrage au Maître d'œuvre et ce dernier s'engage à le respecter.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

- pour les opérations de désamiantage et de démolition : 5%.

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance.

**Les montants définitifs des marchés de travaux** issus des décomptes généraux définitifs (DGD) seront exprimés en valeur du mois m0.

Le montant définitif des marchés de travaux ne doit pas être supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus. L'éventuel dépassement de ce seuil de tolérance occasionnera une pénalité sur la rémunération du Maître d'œuvre, énoncée à l'article 11.4 du présent CCAP.

## 11. PENALITES DE RETARD APPLICABLES A LA MAITRISE D'ŒUVRE

Par dérogation aux articles 16.1.1, 16.2.1, 16.2.3 et 16.2.4 du CCAG MOE, les pénalités :

- ne sont pas soumises à la clause de variation des prix ;
- sont dues par le titulaire quel que soit leur montant ;
- sont nettes de taxes ;
- sont applicables sans mise en demeure préalable.

Le montant des pénalités peut se cumuler. Les pénalités n'ont pas de caractère libératoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour formuler ses observations à compter de la notification des pénalités, sous peine de forclusion.

Les pénalités ne constituent pas la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de service. Elles sont donc situées hors du domaine d'application de la TVA.

Dans le cas de résiliation, les pénalités courent jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation.

### 11.1. Pénalités

Type de retard	Montant net de la pénalité
<b>Retard dans la présentation des documents</b>	150 € par jour ouvré de retard
<b>Retard dans la vérification des projets de décompte et du décompte final</b>	100 € par jour ouvré de retard Le montant de la pénalité est majoré des intérêts moratoires et des frais de recouvrement que l'Université serait susceptible de payer à l'entrepreneur du fait du retard du titulaire.
<b>Absence aux réunions</b>	100 € par absence non justifiée
<b>Qualité rédactionnelle</b> : si les pièces font l'objet de nombreuses corrections par le MOA	10% du montant HT de l'élément de mission considéré

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG MOE, le montant total des pénalités de retard appliquées au maître d'œuvre ne peut excéder 20% du montant total hors taxes du marché

### 11.2. Pénalité en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de **3 semaines** à compter de la réception par le Maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le Maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour ouvré de retard est de 100 €.

### 11.3. Pénalité pour sous-estimation ou pour surestimation du coût prévisionnel des travaux

La prise en compte des variations économiques, entre le mois d'établissement du coût prévisionnel des travaux et le mois m0 Travaux se fera moyennant le rapport des index retenus.

#### **Sous-estimation du coût prévisionnel des travaux :**

La rémunération définitive du maître d'œuvre subit une pénalité sur décision du Maître de l'ouvrage égale à 15 % du surcoût constaté au-delà du seuil de tolérance dans la limite de 15 % de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des contrats de travaux.

#### **Surestimation du coût prévisionnel des travaux**

Lorsque le **coût de référence des travaux**, tel qu'il résulte de la consultation, **est inférieur de plus de 10 % au coût prévisionnel des travaux** résultant des engagements du Maître d'œuvre, ce dernier pourra subir une pénalité sur décision du Maître d'Ouvrage. Cette pénalité, au taux de 10 %, s'applique à l'écart entre le coût prévisionnel des travaux et le coût de référence des travaux résultant de la consultation. Le montant de la pénalité est plafonné à 15 % du montant des honoraires des éléments de mission antérieurs à l'attribution des contrats de travaux.

### 11.4. Pénalités pour non-respect du coût des travaux

Si le coût constaté après achèvement de l'ouvrage est supérieur au seuil de tolérance, le Maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

**Montant de la pénalité** = (coût constaté - seuil de tolérance) x 20 % (taux de pénalité)

Cependant, conformément aux articles L.2410-1 à L.2432-2 et R.2432-4 du Code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

### 11.5. Pénalités pour manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il peut se voir appliquer une pénalité dont le montant est de 5% du montant du marché dans le respect de la double limite suivante :

- le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du marché ;
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Le pouvoir adjudicateur vérifie la situation du titulaire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché conformément à l'article L. 8222-1 du code du travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le pouvoir adjudicateur pourra :

- soit appliquer les pénalités contractuelles,
- soit rompre le marché, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

### 11.6. Pénalité pour tout autre manquement aux clauses du contrat

Pour chaque violation contractuelle non susmentionnée, une pénalité forfaitaire - s'appliquant par manquement constaté - d'un montant minimum de 100 euros pourra être appliquée en fonction du manquement.

### 11.7. Recouvrement des pénalités et exonération

Le montant des pénalités sera calculé et notifié au titulaire par courrier ou courriel. Le montant des pénalités pourra être déduite de la facture du titulaire.



## 12. CLAUSE DE REVALORISATION DES DECHETS

Dans le cadre de sa mission, le maître d'œuvre s'engage à intégrer une démarche de gestion durable des déchets générés par l'opération, conformément à la réglementation en vigueur et aux objectifs environnementaux fixés par le maître d'ouvrage.

### 12.1. Objet

La présente clause a pour objet de confier au maître d'œuvre la définition, le suivi et le contrôle des dispositions relatives à la valorisation des déchets issus des travaux, notamment les déchets structurels non amiantés.

### 12.2. Définition du niveau minimal de revalorisation

Le maître d'œuvre aura la responsabilité de :

- déterminer le niveau minimal de revalorisation des déchets structurels non amiantés, fixé à au moins 5 % au minimum du volume total de ces déchets ;
- veiller à ce que cet objectif soit intégré dans les pièces du ou des marchés de travaux (CCTP, DPGF, BPU, etc.) et porté à la connaissance des entreprises.

### 12.3. Suivi et contrôle

Le maître d'œuvre devra :

- assurer le suivi de la mise en œuvre des actions de tri, de collecte et de valorisation afférents à ces déchets ;
- vérifier la conformité des pratiques des entreprises au regard du niveau minimal défini ;
- collecter et valider les justificatifs fournis par les entreprises (exemples : bordereaux de suivi des déchets, certificats de valorisation, bilans de fin de chantier).

### 12.4. Bilan en fin d'opération

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre établira un bilan de valorisation des déchets, présentant notamment :

- les quantités totales de déchets produits ;
- les tonnages valorisés et le taux de revalorisation atteint ;
- l'identification des filières de traitement et de recyclage utilisées.

### 12.5. Engagement environnemental

Le maître d'œuvre s'engage à promouvoir des pratiques exemplaires en matière de gestion des déchets, à favoriser les circuits de réemploi et de recyclage, et à contribuer à l'atteinte des objectifs environnementaux du projet.

**A cet égard, la production d'une charte chantier vert par le maître d'œuvre est attendue.**

## 13. ASSURANCES

Le Maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels. Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par un contrat d'assurance.

L'attestation d'assurance professionnelle du Maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) est jointe au présent marché. Le cas échéant, une attestation d'assurance

professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

## 14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

---

Les règles applicables au présent marché en matière d'utilisation des résultats sont celles définies aux articles 22 à 24 du CCAG MOE.

## 15. INTERRUPTION – SUSPENSION DES PRESTATIONS

---

Les dispositions de l'article 25 du CCAG MOE sont applicables.

## 16. DIFFÉRENDS ET RÉSILIATION

---

### 16.1. Règlement amiable des différends

#### a) Conciliation par un tiers

Sans objet

#### b) Saisine du comité consultatif de règlement amiable

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable.

### 16.2. Résiliation du marché

Il sera fait application des articles 27 à 34 du CCAG MOE sous réserve de l'application des dispositions ci-dessous.

#### a) Résiliation pour événements extérieurs au marché

La résiliation est de plein droit lorsque le titulaire du marché se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution.

#### **Disparition du titulaire**

La résiliation fait suite à la disparition du titulaire du marché (décès, faillite ou incapacité civile). L'Université peut cependant accepter la continuation du marché par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin.

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, la résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

#### **Sauvegarde, redressement judiciaire, faillite**

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du maître d'œuvre. En cas de liquidation judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure du liquidateur, dans

les conditions prévues à l'article L.641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du maître d'œuvre.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le maître d'œuvre, à aucune indemnité.

### **Incapacité physique**

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du maître d'œuvre compromettant la bonne exécution du marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché.

La résiliation n'ouvre droit pour le maître d'œuvre à aucune indemnité.

#### ***b) Résiliation pour force majeure***

Le marché peut être résilié en cas de force majeure qui met le cocontractant de l'administration dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution du marché public, pour des raisons indépendantes de sa volonté et d'obstacles qui ne peuvent être surmontés.

En cas de force majeure, le titulaire du marché ne pourra se voir indemnisé que des pertes subies imputables à l'événement constitutif de force majeure et relatif à l'exécution du marché, à l'exclusion de toute autre indemnité.

En cas de force majeure le marché peut être suspendu dans les conditions prévues à l'article 15 du présent CCAP.

#### ***c) Résiliation pour événements liés au marché***

Les dispositions de l'article 29 du CCAG MOE sont applicables

#### ***d) Résiliation anticipée pour motif d'intérêt général***

L'Université peut à tout moment résilier le présent marché pour motif d'intérêt général.

L'Université notifie sa décision par courrier recommandé avec accusé de réception au titulaire.

La résiliation pour motif d'intérêt général ouvre le droit au titulaire d'une demande d'indemnité.

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées.

Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

#### ***e) Résiliation pour faute du titulaire***

Les dispositions de l'article 30 du CCAG MOE sont applicables.

### 16.3. Décompte de résiliation

Les dispositions de l'article 32 du CCAG MOE sont applicables.

### 16.4. Exécution aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 34 du CCAG MOE sont applicables.

## 17.DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

---

La monnaie de comptes du marché est l'euro. Le prix libellé en euro(s) reste inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, correspondances, demandes de paiement ou mode d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## 18. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

---

### 18.1. Respect de la réglementation

Le titulaire est tenu de respecter la réglementation en vigueur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire dès la notification de l'ordre de service correspondant sans qu'il soit signé un avenant au marché sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour le marché.

En cas de violation par le titulaire de ses obligations en matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail, l'acheteur peut résilier le marché.

### 18.2. Obligations sociales et lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire s'engage à fournir à l'Université, **sans demande expresse de cette dernière**, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 (titulaire établi ou domicilié en France) ou à l'article D.8222-7 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du Travail.

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

### 18.3. Emploi de salariés étrangers

Dans le cadre de l'article L.8254-1 du Code du Travail, le titulaire établi en France qui recourt à l'emploi de salariés étrangers (article D.8254-2 du Code du Travail) ou le titulaire établi à l'étranger qui détache des salariés sur le territoire national français pour l'exécution du présent marché (article D.8254-3 du Code du Travail), s'engage à fournir à l'Université sans demande expresse de cette dernière, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à autorisation de travail. Cette liste comprendra les indications prévues à l'article D.8254-2 du Code du Travail.

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

L'Université peut résilier le marché pour faute du titulaire. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité suite à cette résiliation.

Si la personne publique décide de conclure un autre marché après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevés sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à la personne publique.

#### 18.4. Travailleurs détachés

L'article L.1262-4-1 du Code du Travail impose à l'acheteur une obligation de vigilance en matière de respect de la réglementation relative aux travailleurs détachés.

En vue de respecter les dispositions des articles L.1262-4-1 et R.1263-12 du Code du Travail, le titulaire qui se trouve dans l'une des situations suivantes :

- s'il est établi hors de France et s'il envisage de détacher des travailleurs pour l'exécution du présent marché ;
- si l'un ou plusieurs de ses éventuels sous-traitants directs ou indirects envisagent de détacher des salariés pour l'exécution du présent marché ;
- s'il contracte, ou si l'un ou plusieurs de ses éventuels sous-traitants contractent avec une ou des entreprises exerçant une activité de travail temporaire qui envisagent de détacher des salariés pour l'exécution du présent marché ;

s'engage, **avant le début de chaque détachement** d'un ou de plusieurs salariés, à fournir à l'acheteur, **sans demande expresse de ce dernier**, les documents suivants :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R.1263-3, R.1263-4-1 et R.1263-6 du Code du Travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R.1263-2-1.

Le titulaire doit transmettre les documents indiqués ci-dessus que le travailleur soit détaché par le titulaire, par l'un de ses sous-traitants directs ou indirects ou par une entreprise exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle le titulaire ou l'un de ses sous-traitants a contracté.

#### 19. LITIGE ET CONTENTIEUX

En cas de litiges entre l'Université et le titulaire, les dispositions de l'article 35 du CCAG MOE sont complétées par celles qui suivent.

L'Université et le titulaire, s'efforceront de régler à l'amiable tous différends éventuels relatifs à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En l'absence de mise en demeure, la seule circonstance que l'acheteur ne s'acquitte pas, en temps utile, des factures qui lui sont adressées, sans refuser explicitement de les honorer, ne suffit pas à caractériser l'existence d'un différend au sens du présent article.

A défaut de parvenir à un accord amiable et avant de saisir la juridiction compétente, les parties conviennent d'avoir recours à la médiation auprès d'un comité consultatif de règlement à l'amiable (articles L.2197-3 et R.2197-1 et suivants du Code de la Commande publique) ou du médiateur des entreprises (articles L.2197-4 et R.2197-23 à R.2197-24 du Code de la Commande publique) afin de trouver une solution amiable et équitable pour les litiges nés de l'exécution du marché.

Une fois l'avis du comité ou du médiateur rendu, l'Université dispose d'un délai de trois mois pour signifier au titulaire son acceptation ou son rejet.

Si les parties décident de se conformer à l'avis rendu, elles peuvent conclure une transaction ou signer un avenant, si cela est juridiquement possible.

En cas de persistance du désaccord le tribunal administratif compétent est le tribunal administratif de Lyon.

## 20.DEROGATIONS AU CCAG MOE

---

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG MOE auxquels il est dérogé
Article 2	Article 4.1
Article 2.2	Article 4.2
Article 5.1	Article 3.1.2
Article 5.2	Article 3.8.2
Article 7.1	Articles 15.1.1 et 20.4.2
Article 8.2	Article 10.1.1
Article 8.3	Article 11.1
Article 11	Articles 16.1.1, 16.2.1, 16.2.3, 16.2.4
Article 11.1	Article 16.2.2

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG MOE, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.